Excellence Monsieur le Président

Mes dames et messieurs

L'Angola félicite le Groupe de travail et le Président du Groupe d'experts pour l'excellent travail réalisé et l'Agenda préparé, en particulier l'élaboration du rapport sur la réduction des inégalités.

Je souligne qu'il sera très important d'examiner l'action coordonnée pour l'adoption de directives volontaires pour notre pays, dans le cadre de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Nous sommes une population jeune d'environ 34 millions d'habitants, dont 60% ont moins de 25 ans, dont 47% entre 15 et 35 ans, avec un taux de croissance de 3,1% ; à la campagne, environ 70 % sont des femmes qui produisent des denrées alimentaires.

L’autonomisation des femmes et des jeunes filles est sans aucun doute, dans le contexte de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, l’objectif principal pour améliorer la nutrition et parvenir à une nutrition adéquate.

La chaîne alimentaire et le commerce informel sont également garantis par les femmes. Le marché informel est le plus grand régulateur de prix avec des impacts sur la productivité, la micro-évaluation, les projections économiques et pour que l'alimentation et la nutrition puissent se stabiliser et avoir un impact sur l'indice de développement.

En particulier dans nos économies, la contribution de l'agriculture au produit intérieur brut est en croissance et atteint aujourd'hui déjà 10,3%, le secteur de l'élevage représentant toujours 1% et le secteur de la pêche 4,5%. En 2027, avec Planagrao, une augmentation de la consommation de céréales est attendue. Le secteur privé est naissant. Nous avons besoin d’infrastructures et de créer un véritable partenariat pour accroître la production locale et le financement nécessaire à la promotion de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Le rôle du CSA de la FAO, du FIDA, des fonds d'investissement et du secteur privé est important dans le partenariat pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Nous considérons qu'il est temps de réduire les risques et de promouvoir le financement de nos économies par la sécurité alimentaire et nutritionnelle, car cela a des répercussions sur le développement économique et social, l'égalité fondamentale des droits et un changement de paradigme vers la diversification économique.

Au niveau régional, nous devons intervenir pour restructurer et mettre en œuvre l'Agenda 2063. Nous devons également intervenir pour créer des marchés comme instrument d'augmentation de la production et de la productivité, afin de promouvoir la croissance de marchés tels que le Marché libre de la SADC.

Nous devons également encourager les programmes éducatifs visant à promouvoir la santé, tels que les Repas scolaires, les programmes d'accès aux micronutriments et le renforcement des soins de santé primaires.

Il est également important de soutenir les stratégies qui impliquent le potentiel, l’échange d’expériences et la collaboration, telles que la Stratégie de sécurité alimentaire et nutritionnelle de la CPLP et les Systèmes de gouvernance de la sécurité alimentaire et nutritionnelle pour le développement local.

Nous incluons, parmi les actions importantes, l'expérience de création de Conseils nationaux de sécurité alimentaire et nutritionnelle qui encourageront une plus grande gouvernance, une plus grande intégration et une croissance visible, aux niveaux national et régional. La solidarité entre les peuples pour la préservation des richesses nutritionnelles s’enrichit aujourd’hui de la culture des peuples.

Excellences

Nous soulignons l’importance d’une réforme institutionnelle transparente et de plus en plus solide, qui implique la discussion et le dialogue dans l’intérêt commun, afin que, avec les outils dont nous disposons, nous puissions construire et élargir nos structures avec les changements dont nous avons besoin.

Le CSA est un organisme intégrateur et complexe. Nous avons besoin que tout le monde soit représenté et que la pauvreté et la sécurité alimentaire soient appréciées dans la dimension des objectifs de développement. Nous avons également besoin du programme que nous développons aujourd’hui et que nous continuerons à développer pour nous donner les moyens de relever ce défi.

Monsieur le Président

La sécurité alimentaire et nutritionnelle divise les régions, mais nous sommes tous concernés. Nous avons besoin de stabilité pour mieux réfléchir aux priorités.

L'Angola développe un programme de production céréalière et a besoin d'investissements. Nous sommes ouverts aux investissements et aux partenariats. Lors des Journées de l’Alimentation, nous présentons notre vision de nos objectifs et faisons appel à des financements, car nous sommes engagés dans l’Agenda du Développement.

Monsieur le Président

La sécurité alimentaire et nutritionnelle divise les régions, mais nous sommes tous concernés. Nous avons besoin de stabilité pour mieux réfléchir aux priorités.

L'Angola développe un programme de production céréalière et a besoin d'investissements. Nous sommes ouverts aux investissements et aux partenariats. Lors des Journées de l'alimentation, nous avons présenté notre vision de nos objectifs et avons lancé un appel au financement, car nous sommes engagés dans le programme de développement.

Nous devons continuer à avoir des financements et une présence à tous les niveaux dans ce Comité, suivant le principe de rotation et également de formation technique. Nous devons promouvoir la réduction des risques et des vulnérabilités avec des solutions innovantes qui peuvent naître de la participation et de la représentation de chacun.

Ce n'est qu'avec le travail des différentes institutions et programmes intégrateurs que nous pourrons unir nos forces pour que les niveaux d'intervention soient efficaces.

Nous saluons le travail des lignes directrices volontaires du CSA, qui contribuent à relever de nouveaux défis, ainsi que la Déclaration de Rome sur la nutrition. Les politiques liées à la nutrition et le Programme pluriannuel 2023-2027 pourraient renforcer la promotion des systèmes alimentaires, impliquant tous les acteurs dans des services durables.

Nous convenons que le CSA peut être l’un des principaux services et instruments de mobilisation pour la mise en œuvre des objectifs et programmes de développement d’ici 2030.

Merci beaucoup